L'avancement au choix

Textes de référence :

- **Article L 952-6** du code de l'éducation ;
 - **Décret n°86-434 du 12 mars 1986** portant statuts du corps des astronomes et physiciens et du corps des astronomes adjoints et physiciens adjoints: articles 36-1 et 36-1-1 [astronomes adjoints et physiciens adjoints], articles 24 et 25 [astronomes et physiciens] ;
- **Arrêté du 29 août 1957** modifié relatif aux emplois supérieurs de l'État classés hors échelles.

L'avancement à l'échelon exceptionnel de la hors-classe des astronomes adjoints et physiciens adjoints et l'avancement au 2e échelon de la classe exceptionnelle des astronomes et physiciens, qui ont lieu au choix, se déroulent selon la même procédure que celle relative à l'avancement de classe.

La procédure d'avancement au choix est une procédure entièrement dématérialisée. L'enseignant-chercheur assimilé promouvable envoie son dossier de candidature au président de son établissement, au président de la section compétente du CNAP et au gestionnaire du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche en charge du dossier (DGRH).

Les candidatures sont examinées par l'instance nationale chargée de cette procédure à savoir le conseil national des astronomes et des physiciens (CNAP).

Une circulaire de gestion, en ligne sur le site Galaxie courant juin chaque année, définit le déroulement et les modalités de la procédure d'avancement.

1

📌 Règles de promouvabilité

Le taux de promotion est calculé à partir de l'effectif des fonctionnaires apprécié au 31 décembre de l'année précédant celle au titre de laquelle sont prononcées les promotions (**décret n° 2005-1090** du 1er septembre 2005 relatif à l'avancement de grade dans les corps des administrations de l'État). En revanche, peuvent postuler à une promotion les enseignants-chercheurs assimilés remplissant les conditions au 31 décembre de l'année au titre de laquelle sont prononcées les promotions.

- Avancement des astronomes adjoints et des physiciens adjoints (ASAD/PHAD) :

Le corps des astronomes adjoints et des physiciens adjoints comporte deux classes :

- la classe normale comportant 9 échelons ;
- la hors-classe comportant 6 échelons et un échelon exceptionnel.

L'avancement de la classe normale à la hors-classe a lieu au choix parmi les ASAD/PHAD remplissant les conditions suivantes :

- être au 7e échelon de la classe normale ;
- avoir accompli au moins 5 ans de services en qualité d'astronome adjoint ou de physicien adjoint ou d'astronome/physicien-assistant en position d'activité ou en position de détachement.

Les services d'enseignement effectués dans des établissements d'enseignement supérieur par des chercheurs titulaires relevant du décret du 30 décembre 1983 sont pris en compte dans les 5 ans de services exigés ; ils sont décomptés au prorata de leur durée, sur la base de la durée annuelle des obligations réglementaires de service (**article 36-1 décret n°86-434 du 12 mars 1986**).

L'avancement à l'échelon exceptionnel de la hors-classe a lieu, au choix, selon la même procédure que l'avancement de classe à la hors-classe sous réserve de justifier d'au moins trois ans de services effectifs dans le 6e échelon de la hors-classe.

□ Avancement des astronomes et des physicien (AST/PHY) :

Le corps des astronomes et des physiciens comporte trois classes :

- la 2e classe comportant 7 échelons ;
- la 1re classe comportant 3 échelons ;
- la classe exceptionnelle comportant 2 échelons.

Les conditions d'avancement :

- l'avancement à la 1re classe des astronomes et physiciens : au choix sans condition de services ou d'échelon ;
- l'avancement au 1er échelon de la classe exceptionnelle : au choix après au moins 18 mois d'ancienneté en 1re classe ;
- l'avancement du 1er au 2e échelon de la classe exceptionnelle : au choix après au moins 18 mois d'ancienneté dans le 1er échelon de cette classe.

NB : l'avancement au 2e échelon de la classe exceptionnelle se déroule selon la même procédure que celle relative à l'avancement au choix à la 1re classe.

② **Modalités de l'avancement de grade**

1. Les établissements doivent effectuer la remontée des tableaux des enseignants-chercheurs assimilés promouvables (y compris pour l'accès à l'échelon exceptionnel de la hors classe des ASAD/PHAD).
2. Les enseignants-chercheurs assimilés promouvables doivent envoyer leur dossier de candidature à la section compétente du CNAP, au président de son établissement et au ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.
3. Les contingents de promotions sont notifiés aux présidents de sections du CNAP.
4. Le CNAP dispose des tableaux des promouvables transmis par le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.
5. L'avis du conseil académique en formation restreinte est saisi sur les dossiers de candidatures des enseignants-chercheurs assimilés de l'établissement.
6. Les dossiers de candidatures sont communiqués au CNAP accompagnés de l'avis du CAC.
7. Des propositions de promotions sont formulées par les sections du CNAP lors de leur session de gestion d'automne et le procès-verbal de la session est communiqué aux établissements .
8. Les arrêtés de promotion sont établis et signés par le chef d'établissement.

2

⑥ **A la suite de la promotion**

□ **Règle générale concernant toutes les promotions**

Les promotions doivent, pour être prises en compte pour la liquidation de la pension être effectives au moins 6 mois avant la date d'admission à la retraite. Toutefois, si un EC assimilés bénéficie d'un maintien en fonctions dans l'intérêt du service ou si un astronome ou physicien est placé en position de surnombre après avoir bénéficié de la promotion, la période de surnombre ou de maintien en fonctions pour terminer l'année universitaire, est prise en compte pour parfaire la condition des 6 mois.

NB : les astronomes et physiciens maintenus en activité en surnombre ne peuvent pas bénéficier de promotion.

□ **Le classement**

Les EC assimilés promus sont classés à l'échelon comportant un indice de rémunération égal ou immédiatement supérieur à celui détenu dans le grade d'origine.

S'il n'y a pas d'augmentation de traitement, les intéressés conservent l'ancienneté acquise dans l'échelon, dans la limite de l'ancienneté exigée pour une promotion à l'échelon supérieur dans leur nouveau grade.

ATTENTION : L'avancement à l'échelon exceptionnel de la hors classe des astronomes adjoints et physiciens adjoints et au 2e échelon de la classe exceptionnelle des astronomes et physiciens ne constitue pas un reclassement. Il n'y a donc pas lieu de conserver d'ancienneté.

- Exemples pour les ASAD/PHAD :

Un ASAD au 8e échelon de la classe normale (IB 978) sera promu au 5e échelon de la hors-classe (IB 1021) sans ancienneté (puisque'il y a gain de rémunération).

Un PHAD au 9e échelon de la classe normale (IB 1021) sera promu au 5e échelon de la hors-classe (IB 1021) avec ancienneté (puisque'il n'y a pas de gain de rémunération ; dans la limite des 5 ans nécessaires pour passer au 6e échelon).

- Exemples pour les AST/PHY :

Un AST au 5e échelon de la 2e classe (IB 1021) sera promu au 1er échelon de la 1re classe (IB 1021) avec conservation de son ancienneté jusqu'à 3 ans. Au-delà de 3 ans il est promu à la même date au 2e échelon de la 1re classe (GHEB 1).

Un PHY au 6e échelon de la 2e classe (GHE A3) sera promu au 2e échelon de la 1re classe (GHE B2), étant donné qu'antérieurement à cette promotion, il bénéficiait du traitement correspondant au chevron supérieur de son groupe (GHE A3) (cf. fiche Galaxie Chevrons).

Les AST/PHY promus au 1er échelon de la classe exceptionnelle accéderont directement au traitement afférent au GHE D2, s'ils bénéficiaient antérieurement du traitement correspondant au GHE C3. Dans le cas contraire, ils percevront pendant 1 an le traitement afférent au GHE D1 (cf. fiche Galaxie Chevrons pour plus d'explications et exemples)

□ Les actes

Les présidents et directeurs d'établissements prononcent **avant la fin de l'année en cours** les promotions, attribuées des astronomes adjoints/physiciens adjoints et astronomes/physiciens affectés dans leur établissement. Les promotions prononcées sont rendues publiques (article 40 I 4°, article 56 III du décret du 6 juin 1984 modifié).